



Perspectives commerciales

Les membres de l'ACCA s'opposent vigoureusement au projet de loi C-282

Le 9 février dernier, les membres de l'ACCA ont publié un [communiqué](#) sur le passage en deuxième lecture du [projet de loi C-282, modifiant la Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement \(gestion de l'offre\)](#). Ce projet de loi propose de ne prendre aucun autre engagement relatif aux contingents tarifaires applicables aux produits laitiers, aux volailles et aux œufs dans le cadre de négociations commerciales. Les membres de l'ACCA ont signalé leurs préoccupations à ce sujet en raison de dangereux précédents et de répercussions négatives que l'adoption de ce projet de loi pourrait avoir pour l'économie canadienne en général.

Les membres de l'ACCA craignent de plus que cette législation ait de graves conséquences pour les intérêts canadiens, incite nos partenaires commerciaux à protéger leurs propres secteurs sensibles et mine la crédibilité du Canada à titre de pays qui défend la nécessité d'un commerce libre et ouvert sur la scène mondiale. Les membres ont en outre souligné que les accords les plus importants et les plus avantageux pour le Canada, comme l'Accord Canada/États-Unis/Mexique (ACEUM) et l'accord du Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) ont été conclus grâce aux compromis consentis et à la souplesse manifestée dans le cadre des négociations d'accords commerciaux complexes et ambitieux.



Le projet de loi C-282 est actuellement étudié par le Comité permanent du commerce international de la Chambre des communes. Le 9 mars dernier, le président de l'ACCA, Dan Darling, a témoigné devant le comité sur l'opposition de l'ACCA à ce projet de loi. Il a insisté sur le fait que cette législation éventuelle nous conduirait à un affrontement avec les États-Unis et d'autres partenaires commerciaux importants.

Le vice-président de l'ACCA, Greg Northey, s'est aussi présenté devant le comité et a ajouté que si l'on retire d'emblée des points de discussion... peu importe le secteur ou la protection visés, cela signifie que nous ne serons plus jamais en mesure de conclure des accords viables avec n'importe quel pays.



L'ACCA continue de rester en contact étroit avec les parlementaires et les intervenants du milieu afin de défendre l'opposition à ce

projet de loi et elle continuera aussi à promouvoir les valeurs du commerce libre et ouvert, particulièrement important pour le commerce agroalimentaire, et qui constitue en outre le fondement de la sécurité alimentaire et de l'accessibilité abordable des produits alimentaires à l'échelle mondiale.

On peut lire [ici](#) le communiqué de l'ACCA et consulter la [transcription](#) des témoignages présentés au comité permanent.

L'ACCA accueille le nouveau directeur général intérimaire

Le 20 février, l'ACCA [a accueilli](#) Adam Taylor à titre de nouveau directeur général intérimaire au sein de son équipe. M. Taylor a été conseiller principal auprès du gouvernement fédéral dans le cadre des négociations de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et les États-Unis ainsi que dans le contexte de l'intégration officielle du Canada aux pourparlers menant à la création du Partenariat transpacifique initial (PTP). Il apporte donc une vaste expérience qui soutiendra l'ACCA dans la poursuite de ses objectifs. Dan Darling, président de l'ACCA, a souligné qu'au cours des cinq dernières années, M. Taylor a agi comme conseiller stratégique pour l'ACCA et qu'il est donc bien préparé à continuer de faire valoir notre organisation à titre de chef de file de la promotion d'un commerce international plus ouvert et basé sur des règles. Le conseil d'administration de l'ACCA remercie aussi la directrice générale sortante, Claire Citeau, pour le leadership dont elle a fait preuve au cours des huit dernières années.

Lire le communiqué complet [ici](#).

Événement sur la sécurité alimentaire mondiale

L'ACCA, de concert avec l'Institut canadien des affaires mondiales (ICAM) et l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA), a tenu une conférence d'une journée qui a rassemblé des leaders issus des secteurs de l'agroalimentaire, de la sécurité alimentaire, des affaires étrangères et du commerce, le 31 janvier 2023, à Ottawa. L'événement a permis la rencontre des milieux de la production agricole et alimentaire avec ceux du commerce, de la sécurité alimentaire et de la diplomatie. D'éminents conférenciers y ont participé, notamment la ministre d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, Marie-Claude Bibeau, ainsi que Chris Forbes, ancienne sous-ministre d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, Nadia Theodore, ambassadrice du Canada à l'Organisation mondiale du commerce, Mairead Lavery, présidente et cheffe de la direction à Exportation et Développement Canada ainsi que Steve Verheul, ancien conseiller spécial du sous-ministre des Finances, en matière de politique des échanges internationaux.

L'événement a montré que le Canada avait la possibilité de se montrer ambitieux et d'intensifier ses interventions afin de faire en sorte que le commerce international apporte une contribution significative à la



sécurité alimentaire mondiale. Suivre ces liens pour consulter les [enregistrements des séances](#) et le [rapport sommaire](#) de la conférence.

Suivi sur les accords de libre-échange

Accord R.U./Canada et adhésion du R.-U. au PTPGP

Le plus récent cycle de négociations sur le processus d'adhésion du Royaume-Uni (R.-U.) au PTPGP s'est déroulé la semaine du 27 février dernier. La ministre Ng s'est rendue au R.-U. la semaine du 14 mars et a [rencontré](#) la secrétaire d'État aux Affaires et au Commerce du R.-U. Kemi Badenoch. Elles ont discuté du processus en cours relatif à l'adhésion du R.-U. au PTPGP. La ministre Ng a réaffirmé le soutien du Canada à l'adhésion du R.-U. au PTPGP et appuyé la poursuite de la dynamique à la suite des progrès importants réalisés à la dernière réunion de la Commission du PTPGP au Vietnam. La ministre Ng a également dirigé une [mission commerciale axée sur les femmes](#) toujours au R.-U. La semaine suivante, les négociations bilatérales entre le Canada et le R.-U. ont entamé leur cinquième cycle.

Proposition de texte sur le Cadre économique indopacifique

La deuxième série de négociations pour le Cadre économique indopacifique [a eu lieu](#) du 15 au 19 mars à Bali, en Indonésie. Le premier cycle s'était déroulé en décembre à Brisbane, en Australie. Des propositions de textes, pour la dernière série, avaient été déposées par les négociateurs américains sur presque tous les points majeurs et les sous-thèmes du Cadre.

Après que les membres du Congrès américain aient [demandé](#) au Bureau de la représentante américaine au commerce (USTR) de diffuser les résumés publics des propositions, la représentante Katherine Tai a publié le résumé du premier chapitre du texte en question. À la disposition concernant l'agriculture, le texte dit que conformément aux accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les pays membres du Cadre économique indopacifique devront éviter l'adoption de mesures injustifiées qui restreignent les importations... et les exportations de produits alimentaires et agricoles. Le texte comporte aussi des affirmations de soutien au principe de prise de décision fondée sur la science et le risque.

Pour le résumé complet sur la proposition de texte concernant le Cadre économique indopacifique, consulter ce [lien](#). Nous allons continuer à suivre de près l'évolution du dossier.

Stratégie pour l'Indo-Pacifique

À la fin février, la ministre Mary Ng du Commerce international a [annoncé](#) et dirigé la première mission commerciale d'Équipe Canada à Singapour. L'ACCA collabore activement avec le gouvernement fédéral dans ce dossier pour s'assurer que les composantes majeures de la Stratégie puissent se concrétiser, y compris la mise en place du Bureau d'Agriculture et Agroalimentaire dans l'Indo-Pacifique.

Consultations sur le Partenariat des Amériques pour la prospérité économique

La ministre Ng a [lancé des consultations publiques](#) sur le Partenariat des Amériques pour la prospérité économique (PAPE), le 27 mars dernier. Lancé par les États-Unis, le partenariat compte 12 pays du continent américain (Barbade, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Équateur, Mexique, Panama, Pérou, États-Unis et Uruguay) qui se sont engagés à travailler ensemble en vue de promouvoir leurs intérêts mutuels en renforçant la compétitivité régionale, la résilience des chaînes d'approvisionnement, le développement durable et l'investissement. Les consultations seront ouvertes jusqu'au 9 mai 2023. Lire [ici](#) pour en savoir davantage à ce sujet.

Suivis sur d'autres dossiers

Visite du président américain Joe Biden au Canada

Les 23 et 24 mars, le président des États-Unis, Joe Biden, a effectué sa première visite officielle au Canada à titre de président. Les chefs ont publié un [communiqué conjoint](#) dans lequel ils s'engagent à poursuivre les discussions quant à l'intégration des produits canadiens aux exigences du contenu national *Buy American*. On peut [lire ici](#) la déclaration complète du premier ministre.

Coalition de ministres du Commerce sur le climat

En marge de la conférence du Forum économique mondial, plus de 50 ministres du Commerce ont [lancé](#) une Coalition de ministres du Commerce sur le climat. La ministre canadienne du Commerce, Mme Ng, a entériné le communiqué conjoint de la Coalition, lequel plaide pour une coopération internationale visant à promouvoir le commerce et les politiques commerciales favorisant les mesures sur le climat au sein de l'OMC ainsi que des initiatives multilatérales, plurilatérales, régionales et sectorielles pertinentes. On peut télécharger la déclaration complète de la Coalition à partir de leur [site](#).

Dossiers de l'OMC

Nouveau président du Comité de l'agriculture de l'OMC

Les membres du Comité de l'agriculture de l'OMC ont [désigné](#) un nouveau président afin de faciliter les discussions sur l'agriculture à la prochaine conférence ministérielle (CM) au début de 2024. L'Ambassadeur Alparslan Acarsoy de Turquie a été choisi pour présider la session extraordinaire du Comité de l'agriculture de l'OMC. Le Comité souhaite revitaliser les négociations sur l'agriculture, laissé sans présidence depuis l'été dernier. Dans sa [première déclaration](#) en tant que président du Comité, l'Ambassadeur Acarsoy insiste sur la nécessité de parvenir à un résultat positif à la CM13 puisque les deux dernières CM n'ont pas permis d'obtenir de résultats sur la réforme en agriculture.

L'Union européenne demande une réforme de l'OMC

En prévision de la 13^e Conférence ministérielle de l'OMC, l'Union européenne (UE) a soumis un [document](#) réclamant que l'OMC se dote d'un système de règlement des différends qui soit pleinement fonctionnel d'ici 2024. Le document mentionne aussi trois dossiers qui méritent des délibérations approfondies, soit les subventions, les enjeux mondiaux en environnement et l'inclusion des pays en développement. Le document soumis par l'UE présenté au Conseil général de l'OMC le 6 mars 2023 servira de base à la poursuite des discussions sur ces questions en prévision de la 13^e Conférence ministérielle de l'OMC qui aura lieu au début de 2024. On peut [lire ici](#) le document complet de l'UE.

Les subventions et la crise mondiale sur la sécurité alimentaire

Au début de février, les dirigeants d'importantes organisations multilatérales, comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds monétaire international (FMI), le Groupe de la Banque mondiale, le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont publié une [déclaration commune](#) réclamant une intervention urgente concernant la crise mondiale sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Afin de prévenir une aggravation de la crise, les organisations signataires demandent que des mesures soient prises afin de faciliter le commerce, notamment la réforme

des subventions nuisibles et une réorientation des objectifs de ces dernières. La déclaration signale que pour chaque dollar dépensé en subventions, seulement 35 cents parviennent aux agriculteurs. On peut lire la déclaration complète [ici](#).

De la Colline parlementaire

Comités permanents de la Chambre des communes

Le Comité permanent du commerce international (CIIT) poursuit son [étude du projet de loi C-282](#) et l'examinera article par article d'ici la fin mars. Par ailleurs, le Comité commencera bientôt l'étude sur les barrières non tarifaires dans les accords commerciaux internationaux du Canada, existants et à venir, qui se déroulera au cours des prochains mois.

Le Comité permanent de l'agriculture (AGRI) continue son [étude sur l'inflation du prix des aliments](#), laquelle a attiré l'attention des médias en raison des témoignages de dirigeants des principaux détaillants en alimentation. L'examen de l'insécurité alimentaire mondiale par le Comité devrait se terminer au cours des prochains jours.

Autres lectures suggérées

- [Article : Le nouvel interventionnisme pourrait menacer le commerce mondial](#)
- [Article : Il vaut mieux que le gouvernement mette toutes les questions commerciales sur la table de négociations](#)
- [La Commission européenne soumet le texte de l'accord commercial UE/Nouvelle-Zélande pour ratification](#)
- [Perspectives agricoles du USDA jusqu'en 2032](#)
- [Production agricole au Royaume-Uni et politique commerciale post-Brexit](#)

Pour nous joindre : www.cafta.org ou info@cafta.org

Suivez-nous :



[@CAFTA_ACCA](https://twitter.com/CAFTA_ACCA)